

VERS

LA PROCHAINE PHASE D'EXPANSION





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Troisième trimestre clos le 31 décembre 2018

TABLE DES MATIÈRES

États financiers consolidés résumés intermédiaires	5
Notes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	10
Note 1 Nature des activités et information sur la Société	10
Note 2 Base d'établissement	10
Note 3 Principales méthodes comptables	10
Note 4 Acquisitions d'entreprises	12
Note 5 Produits tirés de contrats conclus avec des clients	14
Note 6 Aide gouvernementale	14
Note 7 Coût des ventes et frais de vente et d'administration	14
Note 8 Éléments non récurrents	15
Note 9 Frais financiers nets	15
Note 10 Bénéfice par action	16
Note 11 Instruments financiers dérivés	16
Note 12 Dette à long terme	17
Note 13 Capital émis	18
Note 14 Cumul des autres éléments du résultat global	20
Note 15 Variation nette des éléments hors trésorerie	20

AVIS DE NON-EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102 émis par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, si les auditeurs externes n'ont pas effectué l'examen des états financiers, ces états financiers doivent être accompagnés d'un avis indiquant ce fait.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ci-joints de la Société pour les trimestres clos les 31 décembre 2018 et 2017 ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et sont la responsabilité de la direction de la Société.

Les auditeurs externes de la Société, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., n'ont pas effectué un examen des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires selon les normes établies par les Comptables professionnels agréés du Canada en ce qui concerne l'examen des états financiers par les auditeurs externes d'une entité.

Le 6 février 2019

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

Aux	Note	31 décembre 2018	31 mars 2018
Actif			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	28 639 \$	93 209 \$
Comptes clients		109 208	73 469
Impôts à recevoir		2 353	1 412
Stocks		183 004	134 327
Instruments financiers dérivés	11	142	1 776
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme		16 773	6 456
		340 119	310 649
Immobilisations corporelles, montant net	6	224 753	179 503
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	6	67 938	35 856
Instruments financiers dérivés	11	3 168	3 421
Actifs d'impôt différé		13 584	7 388
Goodwill	4	177 536	91 137
Crédits d'impôt à recevoir et autres actifs à long terme		25 954	4 208
Total de l'actif	4	853 052 \$	632 162 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer		88 951 \$	67 591 \$
Provisions		27 519	16 869
Avances de clients et facturations progressives		18 488	15 522
Impôts à payer		1 508	3 023
Instruments financiers dérivés	11	4 314	389
Tranche à court terme de la dette à long terme	12	12 880	5 356
		153 660	108 750
Dette à long terme	12	269 828	125 685
Provisions		14 337	5 921
Instruments financiers dérivés	11	5 774	2 389
Passifs d'impôt différé		8 287	3 767
Autres passifs		8 369	6 616
		460 255	253 128
Capitaux propres			
Capital émis	13	79 361	78 105
Surplus d'apport		4 541	4 227
Cumul des autres éléments du résultat global	14	11 521	14 217
Résultats non distribués		297 374	282 485
		392 797	379 034
Total du passif et des capitaux propres	4	853 052 \$	632 162 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audité)

	Note	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
		2018	2017	2018	2017
Ventes	5	144 528 \$	97 006 \$	325 963 \$	273 540 \$
Coût des ventes	6, 7	119 601	81 167	272 497	231 222
Marge brute		24 927	15 839	53 466	42 318
Frais de vente et d'administration	6, 7	10 954	8 601	28 111	24 082
Éléments non récurrents	8	2 069	609	3 305	1 555
Résultat opérationnel		11 904	6 629	22 050	16 681
Frais financiers nets	9	2 764	395	5 409	2 926
Résultat avant impôt sur le résultat		9 140	6 234	16 641	13 755
Charge d'impôt sur le résultat		1 750	5 608	2 405	5 939
Résultat net		7 390 \$	626 \$	14 236 \$	7 816 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	10	0,20 \$	0,02 \$	0,39 \$	0,22 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

	Note	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
		2018	2017	2018	2017
	14				
Autres éléments du résultat global :					
Éléments pouvant être reclassés en résultat net					
Gains (pertes) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		17 544 \$	2 722 \$	8 490 \$	(5 672) \$
Couvertures de flux de trésorerie :					
Gains nets (pertes nettes) à l'évaluation des instruments financiers dérivés		(7 608)	(2 678)	(6 738)	6 741
Gains nets (pertes nettes) sur instruments financiers dérivés reclassé(e)s en résultat net		79	(1 810)	(164)	(2 618)
Impôt différé		2 008	1 198	1 843	(1 103)
		(5 521)	(3 290)	(5 059)	3 020
Gains (pertes) sur la couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger		(6 166)	(273)	(6 380)	3 166
Impôt différé		231	27	253	(322)
		(5 935)	(246)	(6 127)	2 844
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net					
Régimes de retraite à prestations définies :					
Gains (pertes) à la réévaluation		(1 074)	(863)	891	(2 491)
Impôt différé		287	228	(238)	666
		(787)	(635)	653	(1 825)
Autres éléments du résultat global		5 301 \$	(1 449) \$	(2 043) \$	(1 633) \$
Résultat global					
Résultat net		7 390 \$	626 \$	14 236 \$	7 816 \$
Autres éléments du résultat global		5 301	(1 449)	(2 043)	(1 633)
Résultat global		12 691 \$	(823) \$	12 193 \$	6 183 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

	Note	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2018		78 105 \$	4 227 \$	14 217 \$	282 485 \$	379 034 \$
Actions ordinaires :	13					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		825	(326)	—	—	499
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		431	—	—	—	431
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	13	—	640	—	—	640
Résultat net		—	—	—	14 236	14 236
Autres éléments du résultat global	14	—	—	(2 696)	653	(2 043)
Solde au 31 décembre 2018		79 361 \$	4 541 \$	11 521 \$	297 374 \$	392 797 \$

	Note	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2017		77 217 \$	3 735 \$	6 298 \$	268 618 \$	355 868 \$
Actions ordinaires :	13					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		183	(51)	—	—	132
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		435	—	—	—	435
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	13	—	303	—	—	303
Résultat net		—	—	—	7 816	7 816
Autres éléments du résultat global	14	—	—	192	(1 825)	(1 633)
Solde au 31 décembre 2017		77 835 \$	3 987 \$	6 490 \$	274 609 \$	362 921 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

	Note	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
		2018	2017	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :					
Activités d'exploitation					
Résultat net		7 390 \$	626 \$	14 236 \$	7 816 \$
Éléments hors trésorerie :					
Charge d'amortissement	7	8 910	6 325	22 948	19 299
Impôt différé		(64)	4 390	(2 042)	1 627
(Gains) pertes à la vente d'immobilisations corporelles		(22)	(1)	(30)	1
Frais financiers nets hors trésorerie	9	984	344	5 528	1 617
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	13	200	78	640	303
Flux de trésorerie d'exploitation		17 398	11 762	41 280	30 663
Variation nette des éléments hors trésorerie	15	(4 747)	7 571	(8 492)	6 938
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		12 651	19 333	32 788	37 601
Activités d'investissement					
Paiement en espèces pour des acquisitions d'entreprises	4	(170 930)	—	(194 601)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles, montant net		(2 991)	(1 657)	(8 345)	(6 186)
Diminution (augmentation) nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée		3 250	(436)	2 223	(2 038)
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles		23	77	30	107
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(170 648)	(2 016)	(200 693)	(8 117)
Activités de financement					
Produit de la dette à long terme	4	—	949	116 605	2 218
Remboursement de la dette à long terme		(9 728)	(1 125)	(12 546)	(3 370)
Augmentation des frais de financement différés		(1 226)	—	(2 567)	—
Émission d'actions ordinaires	13	133	274	924	567
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(10 821)	98	102 416	(585)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		740	415	919	(713)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		(168 078)	17 830	(64 570)	28 186
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		196 717	52 812	93 209	42 456
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		28 639 \$	70 642 \$	28 639 \$	70 642 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :					
Intérêts payés		1 870 \$	656 \$	3 270 \$	2 077 \$
Intérêts reçus		90 \$	160 \$	754 \$	323 \$
Impôts payés		1 811 \$	786 \$	5 314 \$	4 248 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2018 et 2017
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audité)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la « Société ») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques d'avions.

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, soit le secteur de l'Aérospatiale.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « HRX ».

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 ayant été préparés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, certaines informations et données ont été omises ou résumées. Les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul ont été suivies lors de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires que celles qui ont été suivies lors de la préparation des derniers états financiers consolidés audités annuels. Par conséquent, ces états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes complémentaires comprises dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 6 février 2019.

NOTE 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les notes présentées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 ne reflètent que les changements importants survenus au cours de la période de neuf mois écoulée depuis l'exercice clos le 31 mars 2018.

Nouvelles normes comptables

La Société a adopté les nouvelles normes comptables présentées ci-dessous à compter du 1^{er} avril 2018.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs de l'entité. L'IFRS 9 comporte des directives révisées sur le classement et l'évaluation des instruments financiers, de nouvelles directives sur l'évaluation de la dépréciation des actifs financiers et de nouvelles directives en matière de comptabilité de couverture.

Classement et évaluation

En vertu de l'IFRS 9, les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels, y compris s'ils correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts (le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels). L'IFRS 9 comprend trois classes d'évaluation principales pour les actifs financiers : évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »).

Dépréciation d'actifs financiers

En vertu de l'IFRS 9, les pertes de valeur des actifs financiers sont calculées selon une approche prospective portant sur les pertes de crédit attendues. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9 et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers. La méthode de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société n'a pas été modifiée. Les actifs et passifs financiers sont considérés comme étant des instruments financiers évalués au coût amorti et comprennent les comptes clients, les comptes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme. Les instruments financiers dérivés de la Société sont classés et évalués à la JVRN lorsque la comptabilité de couverture n'est pas utilisée ou à la JVAERG avec une réaffectation dans le résultat net lorsque la comptabilité de couverture est utilisée.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, remplace les normes antérieures sur les produits des activités ordinaires, y compris l'IAS 11, *Contrats de construction*, et l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et toutes les interprétations actuelles des IFRS portant sur les produits des activités ordinaires. L'IFRS 15 établit un modèle unique de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette norme s'applique à tous les contrats conclus avec des clients (sauf pour un nombre limité d'exceptions), quel que soit le type d'opération génératrice de produits ou le secteur d'activité. En vertu de cette norme, la comptabilisation des produits des activités ordinaires doit illustrer le transfert des biens ou des services promis à un client selon le montant de la contrepartie attendue en échange de ces biens ou services. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

- 1) Identifier le contrat conclu avec un client;
- 2) Identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
- 3) Déterminer le prix de transaction;
- 4) Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- 5) Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque (ou à mesure que) les obligations de prestation sont remplies.

Les exigences de la norme s'appliquent également à la comptabilisation et à l'évaluation des gains et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers qui ne sont pas des extrants des activités ordinaires de l'entité (p. ex., ventes d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels).

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 en appliquant la méthode rétrospective intégrale et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers ni sur le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires antérieurement divulgué dans les états financiers consolidés audités annuels de 2018. Par conséquent, les produits des activités ordinaires de la Société continuent d'être comptabilisés au moment où les obligations de prestation aux termes des contrats avec les clients sont remplies, habituellement à la livraison des biens.

Modifications futures des méthodes comptables

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme, qui représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location seront comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque tous les contrats de location simple seront capitalisés avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Plusieurs contrats de location de la Société sont déjà comptabilisés au bilan consolidé de la Société à titre de contrats de location-financement. Certains autres contrats de location simple devront être comptabilisés au bilan. La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition de CESA

Le 1^{er} octobre 2018, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 131 681 € (197 785 \$). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale. Cette acquisition permettra à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les systèmes d'actionnement, les systèmes de trains d'atterrissage et les systèmes hydrauliques. La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

L'acquisition de CESA a été financée au moyen de ce qui suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50 000 \$ d'une durée de sept ans consenti par le *Fonds de solidarité FTQ*;
- un montant de 50 000 \$ US (65 205 \$) prélevé sur la facilité de crédit de la Société;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

De plus, la Société a pris en charge la dette nette en cours de CESA d'un montant d'environ 23 884 € (35 875 \$) à la clôture.

Pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2018, les ventes et le résultat net de la Société comprenaient respectivement des montants de 20 889 € (31 428 \$) et 1 341 € (2 027 \$) générés par CESA. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net de CESA se seraient élevés respectivement à 85 185 \$ et 786 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Cette transaction expose la Société à de nouveaux risques de change et de taux d'intérêt. Se reporter à la note 11 pour de plus amples renseignements sur ces risques et la façon dont ils sont atténués.

Acquisition de Beaver

Le 2 juillet 2018, la Société a acquis auprès de Phillips Service Industries Inc. la totalité des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver») au prix d'achat de 21 476 \$ US (28 280 \$). Le prix d'achat est sujet à des ajustements finaux liés au fonds de roulement, y compris un solde de prix de vente de 3 500 \$ US (4 609 \$) payable au cours des deux prochaines années et portant intérêt au taux de 3 %. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. Cette acquisition permettra à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les vis à rotule et les systèmes d'actionnement ainsi que d'accroître sa présence en Amérique du Nord.

Pour la période du 2 juillet 2018 au 31 décembre 2018, les ventes et le résultat net de la Société comprenaient respectivement des montants de 11 855 \$ US (15 520 \$) et 1 058 \$ US (1 389 \$) générés par Beaver. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net de Beaver se seraient élevés respectivement à 23 904 \$ et 1 803 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Dans le cadre de ces acquisitions, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions qui sont présentés à la note 8.

Prix d'achat

Les prix d'achat et les répartitions préliminaires des prix d'achat qui reflètent la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, tout excédent étant affecté au goodwill, ont été déterminés selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

	CESA	Beaver	Total
Paiement en espèces	170 930 \$	23 671 \$	194 601 \$
Dette à long terme prise en charge	35 875	—	35 875
Ajustement lié au fonds de roulement à recevoir	(9 020)	—	(9 020)
Solde de prix vente à payer	—	4 609	4 609
Prix d'achat total	197 785 \$	28 280 \$	226 065 \$

Répartitions des prix d'achat

	CESA	Beaver	Total
Comptes clients	31 259 \$	6 273 \$	37 532 \$
Stocks	36 692	10 165	46 857
Impôts à recevoir	505	—	505
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	596	478	1 074
	69 052	16 916	85 968
Immobilisations corporelles, montant net	44 923	3 429	48 352
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	33 782	5 201	38 983
Actifs d'impôt différé	—	2 075	2 075
Crédits d'impôt à recevoir et autres actifs à long terme	22 049	—	22 049
Total des actifs identifiables	169 806 \$	27 621 \$	197 427 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	15 780	2 591	18 371
Provisions	9 639	5 246	14 885
Impôts à payer	95	—	95
Avances de clients et facturations progressives	4 168	450	4 618
Tranche à court terme de la dette à long terme	—	194	194
	29 682	8 481	38 163
Dette à long terme	—	178	178
Provisions	4 308	3 847	8 155
Passifs d'impôt différé	5 518	—	5 518
Autres passifs	4 365	—	4 365
Total des passifs identifiables	43 873 \$	12 506 \$	56 379 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	125 933	15 115	141 048
Goodwill	71 852	13 165	85 017
Prix d'achat total	197 785 \$	28 280 \$	226 065 \$

Ces répartitions des prix d'achat sont préliminaires. Les répartitions définitives des prix d'achat pourraient donner lieu à des modifications de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. La direction s'attend à finaliser les répartitions des prix d'achat dès qu'elle aura recueilli toute l'information jugée nécessaire à cette fin.

NOTE 5. PRODUITS TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La ventilation des produits tirés de contrats conclus avec des clients de la Société se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Marchés géographiques				
Canada	10 645 \$	9 231 \$	27 306 \$	27 310 \$
États-Unis	71 741	64 420	181 952	174 528
Royaume-Uni	17 006	11 423	36 765	30 828
Espagne	18 332	—	18 332	—
Autres pays	26 804	11 932	61 608	40 874
	144 528 \$	97 006 \$	325 963 \$	273 540 \$
Secteurs				
Commercial	65 493	52 105	158 279	137 592
Défense ¹	79 035	44 901	167 684	135 948
	144 528 \$	97 006 \$	325 963 \$	273 540 \$

¹⁾ Comprend les produits liés à la défense vendus à des clients civils et à des gouvernements.

NOTE 6. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	786 \$	18 \$	973 \$	244 \$
Immobilisations corporelles	—	—	—	267
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	1 142	211	1 871	1 546

L'aide gouvernementale comprend surtout des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

NOTE 7. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Matières premières et pièces achetées	57 458 \$	35 360 \$	117 703 \$	96 751 \$
Charges du personnel	44 013	31 571	108 003	92 759
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	8 910	6 325	22 948	19 299
Autres	20 174	16 512	51 954	46 495
	130 555 \$	89 768 \$	300 608 \$	255 304 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, le gain de change s'est élevé à 773 \$ (perte de change de 619 \$ pour le trimestre correspondant de 2017), comparativement à un gain de 765 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 (perte de 1 617 \$ pour la période correspondante de 2017).

NOTE 8. ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Les éléments non récurrents se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Frais liés aux acquisitions	2 069 \$	609 \$	3 305 \$	1 555 \$
	2 069 \$	609 \$	3 305 \$	1 555 \$
Éléments non récurrents des frais financiers				
Pertes nettes (gains nets) sur certains instruments financiers dérivés (voir la note 9)	—	(609)	391	(609)
	— \$	(609) \$	391 \$	(609) \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	—	4 912	—	4 912
	— \$	4 912 \$	— \$	4 912 \$

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs aux acquisitions de CESA et de Beaver.

Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés

Ces pertes se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'acquisition de CESA. Voir la note 11 pour de plus amples informations.

NOTE 9. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	682 \$	537 \$	1 874 \$	1 655 \$
Pertes nettes (gains nets) sur certains instruments financiers dérivés ¹	—	(163)	3 026	(163)
Intérêts sur les obligations nettes au titre des prestations définies	42	35	126	104
Amortissement des frais de financement différés (note 12)	193	55	304	182
Autres intérêts au titre de la désactualisation et ajustements du taux d'actualisation	67	(120)	198	(161)
Frais financiers nets hors trésorerie	984	344	5 528	1 617
Charges d'intérêts	1 870	657	3 270	2 078
Gains nets sur certains instruments financiers dérivés ¹	—	(446)	(2 635)	(446)
Produit d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(90)	(160)	(754)	(323)
	2 764 \$	395 \$	5 409 \$	2 926 \$

¹ Pertes nettes (gains nets) sur les instruments financiers dérivés classés à la juste valeur par le biais du résultat net (se reporter aux notes 8 et 11).

NOTE 10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36 336 235	36 156 670	36 293 032	36 142 814
Effet dilutif des options sur actions de la Société	80 562	220 237	124 712	204 694
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 416 797	36 376 907	36 417 744	36 347 508
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	529 875	113 000	529 875	113 000

¹⁾ Exclues en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 11. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Contrats de change à terme

Au 31 décembre 2018, la Société avait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 221 284 \$. Ce montant comprend des contrats d'un montant notionnel de 150 700 \$ US pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,305. Les contrats viennent à échéance à diverses dates entre janvier 2019 et mars 2023, la majorité échéant au cours du présent ou du prochain exercice.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

L'acquisition de CESA (voir la note 4) a exposé la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard de l'investissement en euros. Une diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait baisser la valeur de cet investissement dans un établissement à l'étranger, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette ferait augmenter les frais financiers nets connexes.

Au 31 décembre 2018, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux d'intérêt	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	octobre 2017	mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,40 %	octobre 2017	septembre 2025
17 523 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,74 %	septembre 2018	mai 2022
17 100 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,76 %	novembre 2018	mars 2020

Swap sur actions

Au 31 décembre 2018, la Société avait conclu un swap sur actions visant 245 000 actions ordinaires de la Société (150 000 au 31 mars 2018) à un prix de 12,68 \$ (11,45 \$ au 31 mars 2018). Ce swap constitue un instrument dérivé qui n'est pas désigné dans une relation de couverture et vient à échéance en juin 2019.

NOTE 12. DETTE À LONG TERME

Aux	31 décembre 2018	31 mars 2018
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)	118 686 \$	54 155 \$
Prêts des autorités gouvernementales	90 633	52 540
Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti	50 000	—
Solde de prix de vente - acquisition de Beaver (note 4)	4 775	—
Obligations en vertu de contrats de location-financement	21 801	25 269
Frais de financement différés, montant net	(3 187)	(923)
	282 708	131 041
Moins : tranche à court terme	12 880	5 356
Dettes à long terme	269 828 \$	125 685 \$

Facilité renouvelable

Les modalités pertinentes de la facilité renouvelable et les montants prélevés sur celle-ci sont comme suit :

Aux	31 décembre 2018	31 mars 2018
Limite en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, euros ou livres sterling	250 000 \$	200 000 \$
Montants prélevés en dollars américains		
Montant	87 000 \$ US	42 000 \$ US
Taux	Libor + 2,0 %	Libor + 1,1 %
Taux d'intérêt effectif	4,5 %	3,0 %

Le 24 septembre 2018, la Société a conclu avec son syndicat bancaire une entente visant à augmenter la limite de 200 000 \$ de la facilité de crédit renouvelable pour la porter à 250 000 \$. La plupart des autres modalités demeurent inchangées. Des frais de financement totalisant 1 732 \$ ont été différés et sont amortis sur la durée des emprunts visés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

La Société a pris en charge des prêts des autorités gouvernementales d'un montant de 35 875 \$ dans le cadre de l'acquisition de CESA (voir la note 4). Ces prêts ont été octroyés par les autorités gouvernementales espagnoles dans le but de financer divers programmes de recherche et développement. Ils ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché.

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti

Le 24 septembre 2018, la Société a conclu une facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti avec le Fonds de Solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75 000 \$. La facilité consiste en un emprunt à terme de 50 000 \$ lié à l'acquisition de CESA (voir la note 4) et d'un financement additionnel disponible jusqu'au 30 septembre 2020 pouvant atteindre 25 000 \$, sous réserve de certaines conditions. L'emprunt initial de 50 000 \$ a été prélevé le 25 septembre 2018, porte intérêt au taux de 5,7 % et est remboursable à l'échéance le 30 septembre 2025. À compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés, sous réserve de certains frais. Des frais de financement totalisant 835 \$ ont été différés et sont amortis sur la durée des emprunts visés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Contrats de location-financement

Les obligations en vertu de contrats de location-financement portaient intérêt à des taux fixes variant entre 2,4 % et 5,0 % au 31 décembre 2018 (2,4 % et 3,7 % au 31 mars 2018), venaient à échéance entre juillet 2019 et décembre 2023, avaient une période d'amortissement de sept ans, et étaient garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 1 532 \$ (1 928 \$ au 31 mars 2018).

NOTE 13. CAPITAL ÉMIS

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2018		Neuf mois clos le 31 décembre 2018	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de la période	36 330 041	79 228 \$	36 218 572	78 105 \$
Émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	—	—	90 200	825
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	11 013	133	32 282	431
Solde à la fin de la période	36 341 054	79 361 \$	36 341 054	79 361 \$

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont acquis sur une période de quatre ans à l'exception de celles de certains dirigeants clés pour qui la période d'acquisition des droits est de un an à trois ans suivant la date d'attribution. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

Pour les trimestres clos les 31 décembre, l'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit :

	2018		2017	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	1 222 595	13,28 \$	914 295	10,88 \$
Exercées	—	—	(11 250)	11,71
Annulées ou frappées d'extinction	(34 875)	15,27	(3 750)	11,71
Solde à la fin de la période	1 187 720	13,22 \$	899 295	10,87 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		200 \$		78 \$

Pour les périodes de neuf mois closes les 31 décembre, l'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit :

	2018		2017	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	1 105 295	12,09 \$	914 295	10,88 \$
Attribuées	207 500	16,21	—	—
Exercées	(90 200)	5,47	(11 250)	11,71
Annulées ou frappées d'extinction	(34 875)	15,27	(3 750)	11,71
Solde à la fin de la période	1 187 720	13,22 \$	899 295	10,87 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		640 \$		303 \$

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, par suite de l'approbation par les actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires, le nombre total d'actions disponibles pour émission future dans le cadre du régime d'options sur actions a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponible en vertu de ce régime. Au 31 décembre 2018, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées à des fins d'émission, dont 2 779 757 actions n'avaient pas encore été émises (1 514 481 actions au 31 mars 2018).

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>Nombre d'actions ordinaires</i>				
Émises en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	11 013	11 352	32 282	36 457
Attribuées aux employés participants	4 582	4 555	13 100	14 384
Charge liée aux actions ordinaires attribuées	60 \$	66 \$	183 \$	195 \$

Au 31 décembre 2018, 340 000 actions étaient réservées à des fins d'émission dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, dont 26 584 actions n'avaient pas encore été émises (58 866 actions au 31 mars 2018).

C. Régime d'unités d'action différées («UAD») et régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

L'évolution des UAD et des UAR en cours et des charges connexes se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
UAD				
<i>Nombre d'UAD</i>				
Solde d'ouverture	170 563	135 815	136 170	135 815
Émises	—	—	34 393	—
Réglées	(4 512)	(32 233)	(4 512)	(32 233)
Annulées ou frappées d'extinction	(1 332)	—	(1 332)	—
Solde de clôture des UAD en cours	164 719	103 582	164 719	103 582
Charge au titre des UAD pour la période	(339) \$	342 \$	119 \$	851 \$
Juste valeur des UAD en cours dont les droits sont acquis, à la fin de la période	2 130 \$	1 903 \$	2 130 \$	1 903 \$

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
UAR				
<i>Nombre d'UAR</i>				
Solde d'ouverture	260 642	114 434	187 948	114 434
Émises	6 000	—	81 350	—
Réglées	(38 392)	(23 334)	(38 392)	(23 334)
Annulées ou frappées d'extinction	(15 800)	(1 843)	(18 456)	(1 843)
Solde de clôture des UAR en cours	212 450	89 257	212 450	89 257
Charge au titre des UAR pour la période	160 \$	560 \$	843 \$	266 \$
Juste valeur des UAR en cours dont les droits sont acquis, à la fin de la période	1 189 \$	945 \$	1 189 \$	945 \$

NOTE 14. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 30 septembre 2018	11 062 \$	486 \$	(6 115) \$	5 433 \$
Autres éléments du résultat global	17 544	(5 521)	(5 935)	6 088
Solde au 31 décembre 2018	28 606 \$	(5 035) \$	(12 050) \$	11 521 \$
Solde au 31 mars 2018	20 116 \$	24 \$	(5 923) \$	14 217 \$
Autres éléments du résultat global	8 490	(5 059)	(6 127)	(2 696)
Solde au 31 décembre 2018	28 606 \$	(5 035) \$	(12 050) \$	11 521 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 30 septembre 2017	5 862 \$	5 789 \$	(4 347) \$	7 304 \$
Autres éléments du résultat global	2 722	(3 290)	(246)	(814)
Solde au 31 décembre 2017	8 584 \$	2 499 \$	(4 593) \$	6 490 \$
Solde au 31 mars 2017	14 256 \$	(521) \$	(7 437) \$	6 298 \$
Autres éléments du résultat global	(5 672)	3 020	2 844	192
Solde au 31 décembre 2017	8 584 \$	2 499 \$	(4 593) \$	6 490 \$

NOTE 15. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Comptes clients	(24 741) \$	6 124 \$	(78) \$	16 970 \$
Impôts à recevoir	(375)	159	(345)	(232)
Stocks	2 417	3 671	(1 820)	2 019
Autres actifs à court terme et à long terme	156	(1 306)	818	(1 286)
Comptes fournisseurs et charges à payer	11 194	927	(1 220)	(3 446)
Provisions	(60)	(419)	(4 173)	(3 544)
Avances de clients et facturations progressives	2 004	(2 448)	(2 609)	(1 816)
Impôts à payer	86	237	(1 610)	172
Incidence des variations des taux de change ¹	4 572	626	2 545	(1 899)
	(4 747) \$	7 571 \$	(8 492) \$	6 938 \$

¹⁾ Reflète l'incidence totale des variations des taux de change au cours des périodes sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.



RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre clos le 31 décembre 2018

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	23
<i>Déclarations prospectives</i>	23
<i>Faits saillants</i>	24
<i>Acquisitions d'entreprises</i>	25
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	27
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	30
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	32
<i>Facilités de crédit et situation de dette nette</i>	32
<i>Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</i>	33
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	35
SITUATION FINANCIÈRE	36
<i>Capital émis</i>	36
<i>Bilans consolidés</i>	37
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	38
<i>Opérations sur devises</i>	38
<i>Instruments dérivés</i>	38
<i>Nouvelles normes comptables</i>	39
<i>Modification future des méthodes comptables</i>	40
<i>Contrôles internes et procédures</i>	40
<i>Risques et incertitudes</i>	41
<i>Principales données financières trimestrielles</i>	41
<i>Perspectives économiques</i>	41
<i>Prévisions</i>	42

APERÇU GÉNÉRAL

Le présent rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales («Héroux-Devtek», la «Société» ou la «direction») entre le 31 mars 2018 et le 31 décembre 2018. Il permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le présent rapport de gestion se fonde sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, et doit être lu avec ceux-ci ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2018, lesquels sont tous disponibles sur le site Web de la Société à l'adresse www.herouxdevtek.com et sur le site www.sedar.com. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le comité d'audit et le conseil d'administration de la Société le 6 février 2019.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Ce rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section *Résultats d'exploitation*.

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et présente l'information importante en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations du présent rapport de gestion, y compris celles présentées dans les rubriques intitulées «Prévisions» et «Perspectives économiques», sont des déclarations prospectives assujetties à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent de manière importante de ceux décrits explicitement ou implicitement par ces déclarations. Ces déclarations sont faites dans le but d'aider le lecteur à comprendre la performance financière et les perspectives de la Société, et de présenter l'évaluation par la direction des projets et activités à venir, et pourraient ne pas être appropriées à d'autres fins.

Les déclarations prospectives sont soumises à des facteurs qui comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des méthodes comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Pour de plus amples détails, consultez la rubrique intitulée «Gestion du risque» du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018. La présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive et le lecteur ne devrait pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Bien que la direction estime que les attentes reflétées par ces déclarations sont raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront et le lecteur est averti qu'un écart peut survenir entre les résultats réels et les prévisions. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément et entièrement données sous réserve de la présente mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Ventes	144 528 \$	97 006 \$	325 963 \$	273 540 \$
Résultat opérationnel	11 904	6 629	22 050	16 681
Résultat opérationnel ajusté ¹	13 973	7 238	25 355	18 236
BAlIA ajusté ¹	22 883	13 563	48 303	37 535
Résultat net	7 390	626	14 236	7 816
Résultat net ajusté ¹	9 367	5 690	17 558	13 774
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	12 651	19 333	32 788	37 601
Flux de trésorerie disponibles ¹	11 901	17 110	26 421	30 835
<i>En dollars par action</i>				
BPA – de base et dilué	0,20 \$	0,02 \$	0,39 \$	0,22 \$
BPA ajusté ¹	0,26	0,16	0,48	0,38
<i>En millions de dollars, au</i>			31 décembre	31 mars
Carnet de commandes fermes			2018	2018
			629 \$	466 \$

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

- Le 1^{er} octobre 2018, la Société a conclu l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos, S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE (symbole à la Bourse de Paris : AIR), au prix d'achat de 131,7 millions d'euros (environ 197,8 millions de dollars), ce qui inclut la prise en charge de la dette nette en cours de CESA d'un montant de 23,9 millions d'euros (environ 35,9 millions de dollars), sous réserve des ajustements de clôture habituels.
- Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a réalisé des ventes consolidées de 144,5 millions de dollars et un BAlIA ajusté de 22,9 millions de dollars, en regard respectivement de 97,0 millions de dollars et 13,6 millions de dollars au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Pour le trimestre, les ventes totales et le résultat net de CESA et de Beaver se sont établis respectivement à 39,6 millions de dollars et 2,7 millions de dollars. La direction est satisfaite du rendement opérationnel de ces entreprises ainsi que de la composition favorable de leur gamme de produits vendus.
- Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 12,7 millions de dollars, comparativement à 19,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et des flux de trésorerie disponibles de 11,9 millions de dollars, ou 8,2 % des ventes, comparativement à 17,1 millions de dollars, ou 17,6 % des ventes, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- En janvier 2019, la Société a reçu la dernière certification de Boeing lui permettant d'effectuer, à son installation de Strongsville, en Ohio, tous les traitements de surface prévus dans le cadre de la production des principales composantes des trains d'atterrissage destinés aux avions 777 et 777X.

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition de CESA

Le 1^{er} octobre 2018, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions de CESA, filiale d'Airbus SE, pour un montant de 131,7 millions d'euros (197,8 millions de dollars). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aéronautique. Cette acquisition permettra à la Société d'élargir son offre de produits en aéronautique dans les systèmes d'actionnement, les systèmes de trains d'atterrissage et les systèmes hydrauliques. La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

L'acquisition de CESA a été financée au moyen de ce qui suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50,0 millions de dollars d'une durée de sept ans consenti par le *Fonds de solidarité FTQ*;
- un montant de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) prélevé sur la facilité de crédit de la Société, dont le montant de limite autorisé de 200,0 millions de dollars a été porté à 250,0 millions de dollars;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

De plus, la Société a pris en charge la dette nette en cours de CESA d'un montant d'environ 23,9 millions d'euros (35,9 millions de dollars) à la clôture.

Pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2018, les ventes et le résultat net de la Société comprenaient respectivement des montants de 20,9 millions d'euros (31,4 millions de dollars) et 1,3 million d'euros (2,0 millions de dollars) générés par CESA. La direction est satisfaite du rendement pour le premier trimestre de cette entreprise nouvellement acquise puisqu'elle a généré un flux de production élevé et la composition des produits vendus fut favorable comparativement aux six mois précédents. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net de CESA se seraient élevés respectivement à 85,2 millions de dollars et 0,8 million de dollars pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Acquisition de Beaver

Le 2 juillet 2018, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver») au prix d'achat de 21,5 millions de dollars américains (28,3 millions de dollars). Le prix d'achat est sujet à des ajustements finaux liés au fonds de roulement, y compris un solde de prix de vente de 3,5 millions de dollars américains (4,6 millions de dollars) payable au cours des deux prochaines années et portant intérêt au taux de 3 %. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. Cette acquisition permettra à la Société d'élargir son offre de produits en aéronautique dans les vis à rotule et les systèmes d'actionnement ainsi que d'accroître sa présence en Amérique du Nord.

Pour la période du 2 juillet 2018 au 31 décembre 2018, les ventes et le résultat net de la Société comprenaient respectivement des montants de 11,9 millions de dollars américains (15,5 millions de dollars) et 1,1 million de dollars américains (1,4 million de dollars) générés par Beaver. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net de Beaver se seraient élevés respectivement à 23,9 millions de dollars et 1,8 million de dollars pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Prix d'achat

Les prix d'achat et les répartitions préliminaires des prix d'achat qui reflètent la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, tout excédent étant affecté au goodwill, ont été déterminés selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

	CESA	Beaver	Total
Paiement en espèces	170 930 \$	23 671 \$	194 601 \$
Dette à long terme prise en charge	35 875	—	35 875 \$
Ajustement lié au fonds de roulement à recevoir	(9 020)	—	(9 020) \$
Solde de prix de vente à payer	—	4 609	4 609 \$
Prix d'achat total	197 785 \$	28 280 \$	226 065 \$

Répartition des prix d'achat

	CESA	Beaver	Total
Comptes clients	31 259 \$	6 273 \$	37 532 \$
Stocks	36 692	10 165	46 857
Impôts à recevoir	505	—	505
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	596	478	1 074
	69 052	16 916	85 968
Immobilisations corporelles, montant net	44 923	3 429	48 352
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	33 782	5 201	38 983
Actifs d'impôt différé	—	2 075	2 075
Crédits d'impôt à recevoir et autres actifs à long terme	22 049	—	22 049
Total des actifs identifiables	169 806 \$	27 621 \$	197 427 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	15 780	2 591	18 371
Provisions	9 639	5 246	14 885
Impôts à payer	95	—	95
Avances de clients et facturations progressives	4 168	450	4 618
Tranche à court terme de la dette à long terme	—	194	194
	29 682	8 481	38 163
Dette à long terme	—	178	178
Provisions	4 308	3 847	8 155
Passifs d'impôt différé	5 518	—	5 518
Autres passifs	4 365	—	4 365
Total des passifs identifiables	43 873 \$	12 506 \$	56 379 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	125 933	15 115	141 048
Goodwill	71 852	13 165	85 017
Prix d'achat total	197 785 \$	28 280 \$	226 065 \$

Ces répartitions des prix d'achat sont préliminaires. Les répartitions définitives des prix d'achat pourraient donner lieu à des modifications de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. La direction s'attend à finaliser les répartitions des prix d'achat dès qu'elle aura recueilli toute l'information jugée nécessaire à cette fin.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 décembre			Neuf mois clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
Ventes	144 528 \$	97 006 \$	47 522 \$	325 963 \$	273 540 \$	52 423 \$
Marge brute	24 927	15 839	9 088	53 466	42 318	11 148
Frais de vente et d'administration	10 954	8 601	2 353	28 111	24 082	4 029
Résultat opérationnel ajusté ¹	13 973	7 238	6 735	25 355	18 236	7 119
Éléments non récurrents	2 069	609	1 460	3 305	1 555	1 750
Résultat opérationnel	11 904	6 629	5 275	22 050	16 681	5 369
Frais financiers	2 764	395	2 369	5 409	2 926	2 483
Charge d'impôt sur le résultat	1 750	5 608	(3 858)	2 405	5 939	(3 534)
Résultat net	7 390 \$	626 \$	6 764 \$	14 236 \$	7 816 \$	6 420 \$
Résultat net ajusté ¹	9 367 \$	5 690 \$	3 677 \$	17 558 \$	13 774 \$	3 784 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	17,2 %	16,3 %	90 pdb	16,4 %	15,5 %	90 pdb
Frais de vente et d'administration	7,6 %	8,9 %	-130 pdb	8,6 %	8,8 %	-20 pdb
Résultat opérationnel	8,2 %	6,8 %	140 pdb	6,8 %	6,1 %	70 pdb
Résultat opérationnel ajusté ¹	9,7 %	7,5 %	220 pdb	7,8 %	6,7 %	110 pdb
<i>En dollars par action</i>						
BPA – de base et dilué	0,20 \$	0,02 \$	0,18 \$	0,39 \$	0,22 \$	0,17 \$
BPA ajusté ¹	0,26 \$	0,16 \$	0,10 \$	0,48 \$	0,38 \$	0,10 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Ventes

Les ventes par secteur s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre					
	2018	2017	Acquisitions	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	65 493 \$	52 105 \$	10 486 \$	803 \$	2 099 \$	4,0 %
Défense ¹	79 035	44 901	29 097	811	4 226	9,4 %
Total	144 528 \$	97 006 \$	39 583 \$	1 614 \$	6 325 \$	6,5 %

	Neuf mois clos les 31 décembre					
	2018	2017	Acquisitions	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	158 279 \$	137 592 \$	12 196 \$	423 \$	8 068 \$	5,9 %
Défense ¹	167 684	135 948	34 752	448	(3 464)	(2,5)%
Total	325 963 \$	273 540 \$	46 948 \$	871 \$	4 604 \$	1,7 %

¹⁾ Comprend les produits liés à la défense vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Commercial

Les hausses nettes respectivement de 2,1 millions de dollars et 8,1 millions de dollars des ventes commerciales pour le trimestre et la période de neuf mois s'expliquent principalement par :

- une augmentation des livraisons pour les programmes des Boeing 777 et 777X;
- une hausse des ventes liées aux jets d'affaires, en raison principalement de l'accélération des livraisons pour le programme Embraer 450/500 et de l'augmentation des ventes de pièces de rechange.

Défense

La hausse nette de 4,2 millions de dollars dans les ventes liées au secteur de la défense pour le trimestre s'explique principalement par :

- une hausse de la demande de la part du gouvernement américain pour des pièces de rechange;
- une hausse des ventes de produits fabriqués à certains clients civils.

Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le ralentissement des activités de réparation et d'entretien pour l'armée de l'air américaine à la suite de l'achèvement du contrat.

La baisse nette de 3,5 millions de dollars des ventes liées au secteur de la défense pour la période de neuf mois s'explique principalement par :

- un ralentissement des activités de réparation et d'entretien pour l'armée de l'air américaine à la suite de l'achèvement du contrat;
- une baisse des ventes de produits fabriqués à certains clients civils.

Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse de la demande de la part du gouvernement américain pour des pièces de rechange.

Marge brute

Pour le trimestre et la période de neuf mois, la marge brute a augmenté pour s'établir respectivement à 17,2 % et 16,4 %, en regard de 16,3 % et 15,5 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'incidence des acquisitions de Beaver et de CESA ainsi qu'à une hausse du flux de production qui a entraîné une meilleure imputation des coûts de fabrication. Ces facteurs positifs ont été contrebalancés en partie par les fluctuations des taux de change qui ont eu une incidence négative de 0,6 % des ventes pour le trimestre et de 0,3 % des ventes pour la période de neuf mois.

Frais de vente et d'administration

Si l'on exclut les gains et pertes découlant de la conversion d'éléments monétaires nets, les frais de vente et d'administration ont représenté respectivement 8,1 % et 8,9 % des ventes pour le trimestre et la période de neuf mois, en regard de 8,2 % et 8,2 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

La hausse pour la période de neuf mois de l'exercice considéré par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement associée à une baisse de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions au cours du dernier exercice, en raison du retard des émissions dans le cadre des régimes de rémunération incitative à long terme pour l'exercice 2018 occasionné par les périodes d'interdiction d'opérations.

Éléments non récurrents

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Frais liés aux acquisitions	2 069 \$	609 \$	3 305 \$	1 555 \$
	2 069 \$	609 \$	3 305 \$	1 555 \$
Éléments non récurrents des frais financiers				
Pertes nettes (gains nets) sur certains instruments financiers dérivés	—	(609)	391	(609)
	— \$	(609) \$	391 \$	(609) \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	—	4 912	—	4 912
	— \$	4 912 \$	— \$	4 912 \$

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs aux acquisitions de CESA et de Beaver.

Pertes nettes (gains nets) sur certains instruments financiers dérivés

Ces gains ou pertes se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'acquisition de CESA. Se reporter à la rubrique intitulée «Instruments dérivés» dans la section *Renseignements supplémentaires* pour plus de précisions.

Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis

Cette charge d'impôt non récurrente de 4,9 millions de dollars comptabilisée au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017 se rapporte à la réforme fiscale aux États-Unis adoptée le 22 décembre 2017. Se reporter à la rubrique intitulée «Charge d'impôt sur le résultat» pour plus de précisions.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté pour passer de 6,8 % à 8,2 % des ventes (progression de 7,5 % à 9,7 % des ventes si l'on exclut les éléments non récurrents) pour le trimestre considéré, et de 6,1 % à 6,8 % des ventes (progression de 6,7 % à 7,8 % des ventes si l'on exclut les éléments non récurrents) pour la période de neuf mois considérée, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces variations sont principalement attribuables aux facteurs susmentionnés.

Par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, la conversion des devises a eu une incidence positive respectivement de 0,6 million de dollars et 1,6 million de dollars sur le résultat opérationnel du trimestre et de la période de neuf mois considérés.

Frais financiers nets

	Trimestres clos les 31 décembre			Neuf mois clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
Intérêts sur la dette à long terme	1 870 \$	657 \$	1 213 \$	3 270 \$	2 078 \$	1 192 \$
Intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales	682	537	145	1 874	1 655	219
Charges (produits) d'intérêts liés aux instruments financiers	(90)	(769)	679	(363)	(932)	569
Autres charges d'intérêts	302	(30)	332	628	125	503
	2 764 \$	395 \$	2 369 \$	5 409 \$	2 926 \$	2 483 \$

Les hausses nettes respectivement de 2,4 millions de dollars et 2,5 millions de dollars des frais financiers pour le trimestre et la période de neuf mois par rapport à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent sont principalement attribuables aux frais d'intérêt sur la nouvelle dette qui a été contractée pour financer l'acquisition de CESA, aux intérêts additionnels sur la dette à long terme en raison de la hausse des taux d'intérêt et à l'incidence d'un exercice à l'autre des éléments non récurrents compris dans les frais financiers.

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	9 140 \$	6 234 \$	16 641 \$	13 755 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 750	5 608	2 405	5 939
Taux d'imposition effectif	19,1 %	90,0 %	14,5 %	43,2 %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,6 %	26,6 %	26,6 %	26,6 %

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, le taux d'imposition effectif de la Société reflète essentiellement l'incidence favorable de 1,5 million de dollars des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis, en partie contrebalancée par des dépenses non déductibles totalisant 0,7 million de dollars.

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté la *Tax Cuts and Jobs Act* (la «réforme fiscale aux États-Unis»). La réforme fiscale aux États-Unis introduit un certain nombre de modifications à la législation fiscale ayant une incidence sur les entreprises, y compris une réduction permanente du taux d'imposition fédéral des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 % le 1^{er} janvier 2018. La réduction du taux d'imposition des sociétés a entraîné la réévaluation des actifs d'impôt différé nets de la Société, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt sur le résultat non récurrente de 4,9 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017. Compte tenu de cette incidence non récurrente, le taux d'imposition effectif a été de 11,2 % et reflète l'incidence favorable des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (1,0 million de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,1 million de dollars).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, le taux d'imposition effectif de la Société reflète essentiellement l'incidence favorable de 3,1 millions de dollars des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis et un gain non imposable de 0,2 million de dollars, en partie contrebalancés par des dépenses non déductibles totalisant 1,1 million de dollars.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, le taux d'imposition effectif de la Société reflète essentiellement l'incidence défavorable de la réforme fiscale aux États-Unis susmentionnée, pour un montant de 4,9 millions de dollars. Compte non tenu de cette incidence non récurrente, le taux d'imposition effectif a été de 7,5 % et reflète l'incidence favorable des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (3,4 millions de dollars), en partie contrebalancée par des frais liés aux acquisitions non déductibles (0,3 million de dollars) et par des différences permanentes (0,2 million de dollars).

Résultat net

Le résultat net a augmenté pour passer de 0,6 million de dollars à 7,4 millions de dollars (progression de 5,7 millions de dollars à 9,4 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre, et de 7,8 millions de dollars à 14,2 millions de dollars (progression de 13,8 millions de dollars à 17,6 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison surtout des facteurs susmentionnés.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Ce rapport de gestion est fondé sur les résultats établis selon les IFRS et selon les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

Résultat opérationnel ajusté :	Résultat opérationnel excluant les éléments non récurrents.
BAIIA :	Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissements.
BAIIA ajusté :	BAIIA tel que défini ci-dessus en excluant les éléments non récurrents.
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les éléments non récurrents après impôts.
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté.
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles et de l'augmentation nette ou de la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, à l'exception des flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se reporter à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Le résultat opérationnel ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Résultat opérationnel	11 904 \$	6 629 \$	22 050 \$	16 681 \$
Éléments non récurrents	2 069	609	3 305	1 555
Résultat opérationnel ajusté	13 973 \$	7 238 \$	25 355 \$	18 236 \$

La direction est d'avis que le résultat opérationnel ajusté procure aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer la rentabilité future de la Société en excluant du résultat opérationnel l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Résultat net	7 390 \$	626 \$	14 236 \$	7 816 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 750	5 608	2 405	5 939
Frais financiers nets	2 764	395	5 409	2 926
Charge d'amortissement	8 910	6 325	22 948	19 299
BAIIA	20 814 \$	12 954 \$	44 998 \$	35 980 \$
Éléments non récurrents	2 069	609	3 305	1 555
BAIIA ajusté	22 883 \$	13 563 \$	48 303 \$	37 535 \$

La direction est d'avis que le BAIIA et le BAIIA ajusté procurent des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'ils excluent du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, constitue une autre mesure permettant d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société en excluant l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Résultat net	7 390 \$	626 \$	14 236 \$	7 816 \$
Éléments non récurrents, après impôts	1 977	5 064	3 322	5 958
Résultat net ajusté	9 367 \$	5 690 \$	17 558 \$	13 774 \$
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice par action – de base et dilué	0,20 \$	0,02 \$	0,39 \$	0,22 \$
Éléments non récurrents, après impôts	0,06	0,14	0,09	0,16
Bénéfice par action ajusté	0,26 \$	0,16 \$	0,48 \$	0,38 \$

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté procurent aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives futures de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'événements non récurrents ou qui ne reflètent pas les activités courantes.

Les flux de trésorerie disponibles sont expliqués et rapprochés dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉS DE CRÉDIT ET SITUATION DE DETTE NETTE

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)

La Société dispose d'une facilité renouvelable consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité permet à la Société et à ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 250,0 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, en livres sterling ou en euros, et viendra à échéance en mai 2022. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter le crédit disponible d'un montant additionnel de 100,0 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

La facilité renouvelable a été modifiée au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018; la limite de crédit de 200,0 millions de dollars ayant été portée à 250,0 millions de dollars dans le cadre de l'acquisition de CESA.

Au 31 décembre 2018, la Société avait prélevé un montant de 118,7 millions de dollars sur la facilité renouvelable, comparativement à 54,2 millions de dollars au 31 mars 2018. Cette augmentation est surtout attribuable à un prélèvement de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) pour financer l'acquisition de CESA.

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («facilité d'emprunt à terme»)

Le 24 septembre 2018, la Société a conclu une facilité d'emprunt à terme avec le Fonds de Solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75,0 millions de dollars. La facilité consiste en un emprunt à terme de 50,0 millions de dollars lié à l'acquisition de CESA et en un financement additionnel disponible jusqu'au 30 septembre 2020 pouvant atteindre 25,0 millions de dollars, sous réserve de certaines conditions.

L'emprunt initial de 50,0 millions de dollars, prélevé le 25 septembre 2018, porte intérêt au taux de 5,7 % et est remboursable à l'échéance, le 30 septembre 2025. À compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés sous réserve de certains frais.

Situation de dette nette

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Dettes à long terme, y compris la tranche à court terme ¹	285 895 \$	131 964 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 639	93 209
Situation de dette nette	257 256 \$	38 755 \$

¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés respectivement de 3,2 millions de dollars et 0,9 million de dollars au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2018.

La hausse de la dette nette est principalement liée aux acquisitions de CESA et de Beaver pour des sorties de fonds totales de 194,6 millions de dollars ainsi que la prise en charge d'une dette de 35,9 millions de dollars.

Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de ses facilités de crédit disponibles ainsi que du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	196 717 \$	52 812 \$	93 209 \$	42 456 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	12 651	19 333	32 788	37 601
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(170 648)	(2 016)	(200 693)	(8 117)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(10 821)	98	102 416	(585)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	740	415	919	(713)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	28 639 \$	70 642 \$	28 639 \$	70 642 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie d'exploitation	17 398 \$	11 762 \$	41 280 \$	30 663 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie	(4 747)	7 571	(8 492)	6 938
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	12 651 \$	19 333 \$	32 788 \$	37 601 \$

Pour le trimestre, les flux de trésorerie d'exploitation ont augmenté de 5,6 millions de dollars comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'apport de CESA et de Beaver aux résultats. Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie d'exploitation ont augmenté de 10,6 millions de dollars comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'apport de CESA et de Beaver aux résultats ainsi que par un gain net réalisé sur les instruments financiers.

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Comptes clients	(24 741) \$	6 124 \$	(78) \$	16 970 \$
Stocks	2 417	3 671	(1 820)	2 019
Autres actifs à court terme	156	(1 306)	818	(1 286)
Comptes fournisseurs et charges à payer	11 194	927	(1 220)	(3 446)
Impôts à payer et à recevoir	(289)	396	(1 955)	(60)
Avances de clients et facturations progressives	2 004	(2 448)	(2 609)	(1 816)
Provisions	(60)	(419)	(4 173)	(3 544)
Incidence des variations des taux de change	4 572	626	2 545	(1 899)
	(4 747) \$	7 571 \$	(8 492) \$	6 938 \$

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, la variation nette négative des éléments hors trésorerie reflète essentiellement :

- une hausse des comptes clients suivant l'augmentation du niveau d'activité au cours du trimestre considéré.

Ce facteur négatif a été contrebalancé en partie par une augmentation des comptes fournisseurs et charges à payer ainsi que des avances de clients et de la facturation progressive, de même que par l'incidence favorable des variations des taux de change.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la variation nette négative des éléments hors trésorerie reflète essentiellement :

- une baisse des provisions principalement attribuable à l'utilisation de la provision pour restructuration;
- une baisse des avances de clients compte tenu de la comptabilisation des produits des activités ordinaires;
- une hausse des stocks liée principalement à l'accélération des contrats visant les Boeing 777 et 777X.

Ces facteurs négatifs ont été contrebalancés en partie par l'incidence positive des variations des taux de change.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète essentiellement une baisse des comptes clients et des stocks, contrebalancée en partie par une diminution nette des avances de clients compte tenu de la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète essentiellement :

- la baisse saisonnière des comptes clients suivant la hausse d'activité au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- une baisse des stocks liée principalement au programme du Boeing 777.

Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse saisonnière des comptes fournisseurs suivant la hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice précédent, par une baisse des provisions principalement attribuable à l'utilisation de la provision pour restructuration et par une réduction nette des avances de clients compte tenu de la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Paiements en espèces pour des acquisitions d'entreprises	(170 930) \$	— \$	(194 601) \$	— \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(2 991)	(1 657)	(8 345)	(6 186)
Diminution (augmentation) nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	3 250	(436)	2 223	(2 038)
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles	23	77	30	107
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(170 648) \$	(2 016) \$	(200 693) \$	(8 117) \$

L'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement pour le trimestre comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent est essentiellement attribuable au paiement de 170,9 millions de dollars effectué pour l'acquisition de CESA. Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement incluent également le paiement de 23,7 millions de dollars effectué pour l'acquisition de Beaver.

La diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée au cours du trimestre et de la période de neuf mois est attribuable au calendrier du financement reçu de certains clients pour les coûts de développement capitalisés pendant la période considérée.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut	4 000 \$	1 787 \$	8 590 \$	4 995 \$
Aide gouvernementale	—	—	—	(267)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	4 000 \$	1 787 \$	8 590 \$	4 728 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs	(1 009)	(130)	(245)	1 458
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie, montant net	2 991 \$	1 657 \$	8 345 \$	6 186 \$

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Augmentation de la dette à long terme	— \$	949 \$	116 605 \$	2 218 \$
Remboursement de la dette à long terme	(9 728)	(1 125)	(12 546)	(3 370)
Émission d'actions ordinaires	133	274	924	567
Augmentation des frais de financement différés	(1 226)	—	(2 567)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(10 821) \$	98 \$	102 416 \$	(585) \$

L'augmentation de la dette à long terme au cours de la période de neuf mois est essentiellement attribuable à un prélèvement de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) sur la facilité renouvelable et à un prélèvement de 50,0 millions de dollars sur la facilité d'emprunt à terme pour financer l'acquisition de CESA.

Un remboursement de 5,0 millions de dollars américains (6,6 millions de dollars) sur la facilité renouvelable ainsi que des remboursements prévus de prêts des autorités gouvernementales et des paiements au titre de contrats de location-financement totalisant 3,1 millions de dollars ont été effectués au cours du trimestre considéré.

Au 31 décembre 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives liées à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice en cours.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES¹

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	12 651 \$	19 333 \$	32 788 \$	37 601 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(4 000)	(1 787)	(8 590)	(4 728)
Augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	3 250	(436)	2 223	(2 038)
Flux de trésorerie disponibles	11 901 \$	17 110 \$	26 421 \$	30 835 \$

¹) *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.*

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette ou du financement d'autres investissements.

SITUATION FINANCIÈRE

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2018		Neuf mois clos le 31 décembre 2018	
	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde au début de la période	36 330 041	79 228 \$	36 218 572	78 105 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	—	—	90 200	825
Actions émises au comptant dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat	11 013	133	32 282	431
Solde à la fin de la période	36 341 054	79 361 \$	36 341 054	79 361 \$

Au 6 février 2019, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 36 344 960.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2018		Neuf mois clos le 31 décembre 2018	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	1 222 595	13,28 \$	1 105 295	12,09 \$
Attribuées	—	—	207 500	16,21
Exercées	—	—	(90 200)	5,47
Annulées ou frappées d'extinction	(34 875)	15,27	(34 875)	15,27
Solde de clôture	1 187 720	13,22 \$	1 187 720	13,22 \$

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, par suite de l'approbation par les actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires, le nombre total d'actions disponible pour émission future dans le cadre du régime d'options sur actions a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponible en vertu de ce régime. Au 31 décembre 2018, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées à des fins d'émission, dont 2 779 757 actions n'avaient pas encore été émises (1 514 481 actions au 31 mars 2018).

Au 31 décembre 2018, 26 584 actions ordinaires demeuraient réservées aux fins d'émission dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat sur actions, comparativement à 58 866 actions au 31 mars 2018.

Au 6 février 2019, le nombre d'options sur actions en cours s'élevait à 1 187 720.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, se reporter à la note 13, *Capital émis*, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

BILANS CONSOLIDÉS

Les acquisitions de CESA et de Beaver ont entraîné l'ajout d'actifs et de passifs au bilan de la Société au 31 décembre 2018, comme il est précisé dans la rubrique intitulée «Acquisitions d'entreprises» dans la section *Aperçu général*.

Fonds de roulement

Aux	31 décembre 2018	31 mars 2018	Variation	
Actifs à court terme	340 119 \$	310 649 \$	29 470 \$	9,5 %
Passifs à court terme	153 660	108 750	44 910	41,3 %
Fonds de roulement	186 459 \$	201 899 \$	(15 440) \$	(7,6)%
Ratio du fonds de roulement	2,21	2,86		

L'augmentation de 29,5 millions de dollars des actifs à court terme est essentiellement attribuable aux éléments suivants :

- l'ajout d'actifs à court terme de 86,0 millions de dollars dans le cadre des acquisitions de Beaver et de CESA;
- des flux de trésorerie disponibles de 26,4 millions de dollars générés au cours de la période de neuf mois.

Ces facteurs positifs ont été contrebalancés en partie par un montant de trésorerie de 79,4 millions de dollars affecté aux acquisitions de Beaver et de CESA.

L'augmentation de 44,9 millions de dollars des passifs à court terme découle essentiellement des passifs de 38,2 millions de dollars pris en charge dans le cadre des acquisitions d'entreprises et de l'incidence défavorable des fluctuations des taux de change, à la conversion des établissements à l'étranger de la Société.

Actifs à long terme, passifs à long terme et capitaux propres

Les actifs et passifs à long terme de la Société s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 décembre 2018	31 mars 2018	Variation	
Actifs à long terme	512 933 \$	321 513 \$	191 420 \$	59,5 %
Passifs à long terme	306 595 \$	144 378 \$	162 217 \$	112,4 %
Capitaux propres	392 797 \$	379 034 \$	13 763 \$	3,6 %
Ratio de la dette nette/capitaux propres ¹	0,65:1	0,10:1		

¹) Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, mais excluant les frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, divisée par les capitaux propres.

L'augmentation des actifs à long terme est principalement liée à l'ajout d'actifs de 196,5 millions de dollars dans le cadre des acquisitions de Beaver et de CESA, qui comprend une hausse du goodwill de 85,0 millions de dollars.

L'augmentation des passifs à long terme est en grande partie attribuable au financement de l'acquisition de CESA. Se reporter à la rubrique «Facilités de crédit et situation de dette nette» dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement* pour obtenir de plus amples détails.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

OPÉRATIONS SUR DEVISES

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des produits des activités ordinaires (ventes), des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements à l'étranger, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars américains («\$ US»), en livres sterling («GBP») et en euros. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
\$ US (équivalent canadien de 1,0 dollar américain)	1,3642	1,2894
GBP (équivalent canadien de 1,0 livre sterling)	1,7439	1,8106
Euros (équivalent canadien de 1,0 euro)	1,5613	1,5867

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
\$ US (équivalent canadien de 1,0 dollar américain)	1,3214	1,2715	1,3065	1,2896
GBP (équivalent canadien de 1,0 livre sterling)	1,6992	1,6883	1,7199	1,6828
Euros (équivalent canadien de 1,0 euro)	1,5080	1,4976	1,5225	1,4828

La Société a recours à des contrats de change à terme pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des taux de change, de sorte que les écarts de taux présentés ci-dessus peuvent ne pas être représentatifs de l'incidence réelle des taux de change sur les résultats financiers.

INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Contrats de change à terme

Au 31 décembre 2018, la Société avait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 221,3 millions de dollars. Ce montant comprend des contrats d'un montant notionnel de 150,7 millions de dollars américains pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,305. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre janvier 2019 et mars 2023, la majorité échéant au cours du présent ou du prochain exercice.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

L'acquisition de CESA a exposé la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard de l'investissement en euros. Une diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait baisser la valeur de cet investissement dans un établissement à l'étranger, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette ferait augmenter les frais financiers nets connexes.

Au 31 décembre 2018, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux d'intérêt	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	octobre 2017	mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,40 %	octobre 2017	septembre 2025
17 523 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,74 %	septembre 2018	mai 2022
17 100 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,76 %	novembre 2018	mars 2020

Swap sur actions

Au 31 décembre 2018, la Société avait conclu un swap sur actions visant 245 000 actions ordinaires de la Société (150 000 au 31 mars 2018) à un prix de 12,68 \$ (11,45 \$ au 31 mars 2018). Ce swap constitue un instrument dérivé qui n'est pas désigné dans une relation de couverture et vient à échéance en juin 2019.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

La Société a adopté les nouvelles normes comptables présentées ci-dessous à compter du 1^{er} avril 2018.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9, *Instruments financiers* («IFRS 9»), qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs de l'entité. L'IFRS 9 comporte des directives révisées sur le classement et l'évaluation d'instruments financiers, de nouvelles directives sur l'évaluation de la dépréciation des actifs financiers et de nouvelles directives en matière de comptabilité de couverture.

Classement et évaluation

En vertu de l'IFRS 9, les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels, y compris s'ils correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts (le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels). L'IFRS 9 comprend trois classes d'évaluation principales pour les actifs financiers : évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global («JVAERG») et à la juste valeur par le biais du résultat net («JVRN»).

Dépréciation d'actifs financiers

En vertu de l'IFRS 9, les pertes de valeur des actifs financiers sont calculées selon une approche prospective portant sur les pertes de crédit attendues. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9 et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers. La méthode de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société n'a pas été modifiée. Les actifs et passifs financiers sont considérés comme étant des instruments financiers évalués au coût amorti et comprennent les comptes clients, les comptes fournisseurs et des charges à payer et la dette à long terme. Les instruments financiers dérivés de la Société sont classés et évalués à la JVRN lorsque la comptabilité de couverture n'est pas utilisée ou à la JVAERG avec une réaffectation dans le résultat net lorsque la comptabilité de couverture est utilisée.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, remplace les normes antérieures sur les produits des activités ordinaires, y compris l'IAS 11, *Contrats de construction*, et l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et toutes les interprétations actuelles des IFRS portant sur les produits des activités ordinaires. L'IFRS 15 établit un modèle unique de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette norme s'applique à tous les contrats avec des clients (sauf pour un nombre limité d'exceptions), quel que soit le type d'opération génératrice de produits ou le secteur d'activité. En vertu de cette norme, la comptabilisation des produits des activités ordinaires doit illustrer le transfert des biens ou des services promis à un client selon le montant attendu de la contrepartie attendue en échange de ces biens ou services. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

- 1) Identifier le contrat conclu avec un client;
- 2) Identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
- 3) Déterminer le prix de transaction;
- 4) Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- 5) Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque (ou à mesure que) les obligations de prestation sont remplies.

Les exigences de la norme s'appliquent également à la comptabilisation et à l'évaluation des gains et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers qui ne sont pas des extrants des activités ordinaires de l'entité (p. ex., ventes d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels).

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 en appliquant la méthode rétrospective intégrale et l'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers ni sur le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires antérieurement divulgué dans les états financiers consolidés audités annuels de 2018. Par conséquent, les produits des activités ordinaires de la Société continuent d'être comptabilisés au moment où les obligations de prestation aux termes des contrats avec les clients sont remplies, habituellement à la livraison des biens.

MODIFICATION FUTURE DES MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme, qui représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location seront comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque tous les contrats de location simple seront capitalisés avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Plusieurs contrats de location de la Société sont déjà comptabilisés au bilan consolidé de la Société à titre de contrats de location-financement. Certains autres contrats de location simple devront être comptabilisés au bilan. La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES INTERNES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Tel qu'il est permis par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, l'évaluation par la direction de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière et ses conclusions excluent les contrôles, politiques et procédures de Beaver et de CESA qui ont été acquises respectivement le 2 juillet 2018 et le 1^{er} octobre 2018. Les résultats de ces deux entreprises sont compris dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de Héroux-Devtek au 31 décembre 2018 et constituent environ 37,1 % du total de l'actif au 31 décembre 2018 et 14,4 % du total des produits pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. La direction prévoit que les entreprises acquises, Beaver et CESA, seront comprises dans l'évaluation par la direction de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, ainsi que dans son attestation à cet égard, à compter respectivement du deuxième trimestre et du troisième trimestre de l'exercice 2020.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation sont décrits dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018. D'autres facteurs de risque et incertitudes qui ne sont pas connus de la Société, ou que la Société considère à l'heure actuelle comme étant sans importance, pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses activités.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Exercice	2019			2018				2017
	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre
Ventes	144 528 \$	95 665 \$	85 770 \$	113 024 \$	97 006 \$	89 677 \$	86 857 \$	120 886 \$
Résultat opérationnel	11 904	5 289	4 857	6 697	6 629	4 644	5 408	8 678
Résultat opérationnel ajusté ¹	13 973	6 165	5 217	12 089	7 238	5 590	5 408	12 312
BAlIA ajusté ¹	22 883	13 176	12 244	19 369	13 563	12 032	11 940	19 181
Résultat net	7 390	3 294	3 552	5 858	626	3 163	4 027	8 895
Résultat net ajusté ¹	9 367	4 405	3 786	10 439	5 690	4 057	4 027	9 077
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice par action – de base et dilué	0,20 \$	0,09 \$	0,10 \$	0,16 \$	0,02 \$	0,09 \$	0,11 \$	0,25 \$
Bénéfice par action ajusté ¹	0,26	0,12	0,10	0,29	0,16	0,11	0,11	0,25
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36,4	36,5	36,4	36,4	36,4	36,3	36,3	36,3

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Tendances saisonnières

Les activités de Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au deuxième trimestre, comparativement aux autres trimestres, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales, tandis que c'est au quatrième trimestre que le volume d'activité de la Société est généralement le plus élevé.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES¹

Dans le marché de l'aérospatiale commerciale, les volumes de passagers et du fret continueront de connaître une demande soutenue au cours de l'année civile 2019, selon les plus récentes prévisions de l'International Air Transport Association («IATA»). Le trafic de passagers, exprimé en passagers-kilomètres payants («PKP»), a augmenté de 6,6 % sur une base annualisée au cours des onze premiers mois de l'année civile 2018, ce qui est supérieur à la croissance annuelle moyenne de 5,6 % enregistrée au cours des 20 dernières années. L'IATA s'attend à une croissance de 6,0 % des PKP en 2019, alors que l'expansion économique mondiale connaîtra un ralentissement. De plus, le Fonds monétaire international a revu à la baisse ses prévisions concernant la croissance du PIB mondial, situant celle-ci à 3,5 % pour 2019 et à 3,6 % pour 2020, soit des baisses de 0,2 % et 0,1 % par rapport aux prévisions d'octobre, principalement en raison des mesures commerciales annoncées récemment qui pourraient avoir une incidence sur la croissance des PKP en 2019. D'autre part, le volume de fret aérien, mesuré en tonnes-kilomètres de marchandises («TKM»), a augmenté de 3,9 % au cours des onze premiers mois de l'année civile 2018. Cette augmentation est largement sous les taux de plus de 10 % enregistrés en 2016-2017, mais elle dépasse tout de même le rythme moyen enregistré au cours des dix dernières années. L'IATA prévoit que les TKM progresseront de 3,7 % en 2019, en partie grâce au soutien de secteurs qui sont en plein essor, tel le commerce électronique.²

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des ajustements des cadences de production de plusieurs programmes d'envergure dans le cadre du lancement de versions plus économes en carburant d'avions existants. Ces ajustements devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année civile 2020. Les carnets de commandes des deux fabricants ont augmenté d'une année à l'autre et demeurent solides grâce à une hausse du total combiné de nouvelles commandes et d'engagements à la fin de 2018.³

Selon les données publiées par la General Aviation Manufacturers Association («GAMA»), les expéditions d'avions ont augmenté de 3 % au cours des neuf premiers mois de l'année civile 2018 dans le marché des jets d'affaires. D'un point de vue prospectif, le marché des jets d'affaires devrait connaître une croissance à court et à moyen terme, soutenue par la mise en marché de plusieurs nouveaux modèles d'avions et un marché des avions d'occasion plus favorable.⁴

Dans le marché de l'aérospatiale lié à la défense, l'administration américaine a l'intention d'accroître le financement du département de la Défense («DoD») au cours des prochaines années. En soutien à ces déclarations, le budget du Président pour l'exercice 2019 a augmenté le financement de 7,2 %, le faisant passer de 668 milliards de dollars américains à 716 milliards de dollars américains en 2018. Au Canada, la nouvelle politique de défense prévoit une augmentation des dépenses, qui devraient passer de 18,9 milliards de dollars à l'exercice 2017 à 32,7 milliards de dollars à l'exercice 2027. L'Europe consacre également plus de fonds à la défense, comme en fait foi la hausse globale des dépenses de 7,2 % prévue dans ce secteur par les membres de l'OTAN pour 2019 (libellées en dollars américains, en supposant des prix et des taux de change constants).⁵

1) Se reporter à la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» dans la section Aperçu général pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

2) Sources : IATA, Analyse du marché du transport aérien de passagers, novembre 2018; IATA, Analyse du marché du transport aérien de fret, novembre 2018; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2019.

3) Sources : Communiqué de presse d'Airbus publié le 8 janvier 2019; communiqués de presse de Boeing publié le 8 janvier 2019.

4) Sources : Communiqué de presse de la GAMA publié le 14 novembre 2018; Prévisions de marché en matière d'aviation commerciale de Jetcraft, octobre 2018.

5) Sources : Communiqué de presse du DoD publié le 28 septembre 2018; communiqué de presse de l'OTAN publié le 19 décembre 2018.

PRÉVISIONS¹

Paramètre	Prévisions initiales pour l'exercice 2019	Prévisions pour l'exercice 2019 mises à jour
Ventes pour l'exercice 2019	Stables par rapport à l'exercice 2018	Ventes de 460 millions de dollars à 470 millions de dollars
Acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2019	Environ 15 millions de dollars	Environ 20 millions de dollars
Croissance des ventes à long terme	s. o.	Ventes de 620 millions de dollars à 650 millions de dollars pour l'exercice 2022

¹⁾ Se reporter à la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» dans la section Aperçu général pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

En octobre 2018, la direction a fourni des prévisions mises à jour relativement aux ventes pour l'exercice 2019 de même que des prévisions relativement aux acquisitions d'immobilisations corporelles et à la croissance des ventes à long terme pour l'exercice 2019 afin de refléter l'apport attendu de Beaver et de CESA au rendement de Héroux-Devtek.

La direction a élaboré les prévisions qui précèdent en utilisant les meilleures informations disponibles au moment de la préparation du présent rapport de gestion et s'est basée sur des hypothèses et des sources d'information qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- le carnet de commandes, les contrats de vente à long terme et les estimations de commandes à venir de Héroux-Devtek, y compris ceux de CESA et de Beaver, mais d'aucune autre acquisition importante;
- les carnets de commandes existants et les cadences de production des OEM, ainsi que leurs attentes concernant la production et les livraisons;
- la stabilité des budgets publics consacrés à la défense, le climat budgétaire ainsi que les tendances et les attentes à l'égard des dépenses gouvernementales en matière de défense;
- la stabilité de la conjoncture économique globale;
- la stabilité des taux de change;
- la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés;
- le déploiement réussi des initiatives d'intégration et de ventes croisées.

Se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 pour de plus amples renseignements concernant certains autres facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats futurs diffèrent de ceux indiqués dans ces prévisions.